

1 - INTRODUCTION : RAPPELS DE QUESTIONS DE BASE

1. Exercice de la profession en personne physique ou en société ?

- Impact à mesurer avant le passage en société
 - Fiscal
 - Social
 - Long terme > fiscalité en constante évolution
 - Choix en fonction de critères de choix
 - association
 - Sécurité juridique (patrimoine)
 1. Fiscalité
 2. Optimisation
 3. Taux ISOC-IPP
 4. autre
 - montage juridique, fiscal et/ou financier
 - Organisation de la transmission de l'activité
 - Entreprise individuelle
 - Avantage pour l'entreprise individuelle :
 1. Simplicité de mise en route
 2. Fonctionnement simple
 3. Autonomie et indépendance
 - Inconvénients pour l'entreprise individuelle :
 1. Une seule personne : pas de partage de responsabilité
 2. le patrimoine de la société n'est pas distinct de celui de son fondateur qui reste responsable des éventuelles dettes de manière illimitée.
 3. La totalité des biens (mobiliers et immobiliers) est donc susceptible d'être retenue par les créanciers et les dettes du fondateur peuvent même être prélevées sur le patrimoine du conjoint.
 4. Coût fiscal (si revenu élevé et non utilisé à usage privé)
 5. Droit de succession
 - Société
 - distinction entre le capital de l'entreprise et celui de l'entrepreneur (sauf caution personnelle !!!), de sorte qu'une partie du patrimoine est exclue du risque de l'entreprise.
 - personnalité juridique distincte > droits propres et obligations.
 - Planification successorale possible
-

2. Exercice de la profession en indépendant ou associé

- dans le cadre société ou association
 - associé ou non
 - gestionnaire > activité comme gérant/administrateur
 - indépendant > « sous-traitant

3. Pourquoi s'associer ?

- Le motif professionnel devrait primer
 - Organisation
 - Mutualisation des moyens
 - Autres
- Aspect fiscal/social
 - Ne devrait pas être un motif principal (vu l'évolution permanente et pas toujours prévisible de la fiscalité)
 - sauf cas particulier devrait être complémentaire

4. Principes élémentaires de prudence

- Méfiance des montages juridiques, fiscaux et/ou financiers > en cas d'évolution au niveau des paramètres, des intervenants ou de leur entourage (divorce, mariage, décès, etc.)
- Période de « fiançailles »
- Choisir son/ses associé(s)
- Bien étudier les statuts et ROI (règlement d'ordre intérieur) avant de démarrer l'association > prévoir l'imprévisible !
- Penser dès le départ au mode de sortie de l'association
- Il n'y a pas vraiment de modèle type qui s'applique sans plus à toutes les situations

5. Association : mariage, cohabitation et divorce entre professionnels

- La vie de « couple » entre professionnels n'est pas nécessairement plus simple que dans un ménage
- Risque de difficulté de coexister vu les différences entre associés :
 - Environnement personnel (familial) différent
 - Trop ou pas assez de contacts
 - Pratique professionnelle différente
 - Pratique patrimoniale différente
 - Pratique fiscale différente
 - Horizon de temps (pension proche ou pas)
 - Conception philosophique

6. Avantages et inconvénients du principe de la mise en société des activités

- Avantages
 - Sécurité juridique
 - Protection patrimoniale (sauf aspect risque professionnel)
 - Avantages fiscaux
 - 1. Taxation réduite pour les bénéfices non distribués
 - 2. En principe pas d'impôts sur les plus-values de cession d'actions/parts sociales
 - Si société de plusieurs médecins
 - 1. Mieux organiser sa succession
 - 2. Mieux organiser son temps de travail
 - 3. Possibilité d'assurer les activités en cas d'arrêt de travail
 - 4. Mutualiser les moyens financiers, techniques et humains
- Inconvénients
 - Lourdeur d'une structure juridique
 - Perte d'indépendance (décisions collégiales)
 - Sortie d'association éventuellement plus difficile, redémarrage comme indépendant

7. Sortie de la profession en cas d'association/société : en fin d'activité ou en fin de vie ou en fin d'association

- Différents aspects
 - Sortie de la profession en fin d'activité
 - 1. Aspects fiscaux et sociaux à surveiller
 - 2. Aspects patrimoniaux pour les investissements professionnels mis en société et qui devraient sortir de la société
 - Sortie de la profession en cas de décès
 - 1. Aspects fiscaux à surveiller pour les héritiers
 - 2. Evaluation de la participation et cession de la participation (statut ?) ? reprise possible ?
 - 3. Aspects patrimoniaux pour les investissements professionnels mis en société et qui devraient sortir de la société
 - Sortie de la profession en fin d'association
 - 1. Répartition du patrimoine entre associés
 - 2. Aspects fiscaux à surveiller > plus value ? impôts de liquidation ?
 - 3. Redémarrage des activités comme indépendant
 - 4. Fin de société : procédure légale de mise en liquidation à respecter